

Déclaration d'intérêts des Membres de la Cour de justice de l'Union européenne

(Déclaration rendue publique, prévue à l'article 5 du code de conduite)

NOM, Prénom : Póltorak Nina

I. Entités dans lesquelles sont détenus des intérêts financiers

Cochez cette case si vous-même, votre conjoint ou partenaire, ou vos enfants mineurs détenez des intérêts financiers directs au sens de l'article 5, paragraphe 2, premier tiret, du code de conduite¹. Si vous détenez de tels intérêts, veuillez énumérer toutes les entités dans lesquelles sont détenus ces intérêts.

Nom de l'entité concernée <i>(Nom de la société civile ou commerciale, nom de l'État ou de la collectivité territoriale...)</i>

II. Intérêts immobiliers

Cochez cette case si vous-même, votre conjoint ou partenaire, ou vos enfants mineurs détenez des intérêts immobiliers au sens de l'article 5, paragraphe 2, deuxième tiret, du Code de conduite². Si vous détenez de tels intérêts, veuillez énumérer tous les pays dans lesquels sont sis les immeubles sur lesquels portent ces intérêts.

Des éléments complémentaires, communiqués à titre confidentiel au président de votre juridiction d'appartenance, vous seront demandés en annexe aux fins de prévenir tout conflit d'intérêts éventuel, ou pouvant objectivement être perçu comme tel, dans le cadre du traitement d'une affaire.

Pays concernés
Pologne

III. Activités extérieures

1. Fonctions non rémunérées dans des fondations ou organismes analogues et dans des établissements d'enseignement ou de recherche

Veuillez indiquer les fonctions non rémunérées que vous exercez dans des fondations ou organismes analogues³ ou dans des établissements d'enseignement ou de recherche au sens de l'article 8, paragraphe 4, du code de conduite.

¹ Par intérêt financier direct, il y a lieu d'entendre tous titres financiers, tels que, notamment, des actions, des parts sociales, des obligations ou des certificats d'investissements, détenus en propriété ou usufruit, à l'exclusion des participations qui font l'objet d'une gestion discrétionnaire par un tiers et des intérêts immobiliers devant être déclarés sous le point II.

² Par intérêt immobilier, il y a lieu d'entendre tout droit de propriété ou d'usufruit sur un bien immobilier, quel qu'en soit la nature ou l'usage, qu'il soit détenu directement ou indirectement, sous forme de parts sociales au sein d'une société immobilière.

³ Par fondations ou organismes analogues, il y a lieu d'entendre des établissements ou associations sans but lucratif, menant des activités d'utilité publique dans les domaines juridique, culturel, artistique, social, sportif ou caritatif.

Précisez l'intitulé des fonctions et le nom de l'entité au sein de laquelle elles sont exercées ainsi que, le cas échéant, toute information pertinente aux fins de prévenir tout conflit d'intérêts éventuel, ou pouvant objectivement être perçu comme tel, dans le cadre du traitement d'une affaire.

Fonctions <i>(ex. Membre du comité scientifique, président du comité de rédaction, membre fondateur...)</i>	Nom de l'entité concernée	Informations complémentaires <i>(ex. Association destinée à promouvoir la connaissance de l'UE dans la région X)</i>
Professeur (en congé non payé)	Uniwersytet Jagielloński	Université publique - établissements d'enseignement ou de recherche
Membre du comité de rédaction	« Państwo i Prawo »	Revue juridique
Membre du comité de rédaction	« Europejski Przegląd Sądowy »	Revue juridique
Membre du conseil du programme	« The Polish Review of International and European Law »	Revue juridique
Membre d'association	Polskie Stowarzyszenie Prawa Europejskiego	L'association polonaise des chercheurs en droit européen, membre de FIDE
Membre d'association	Research Network on EU Administrative Law « ReNEUAL »	L'association des chercheurs en droit administratif européen
Membre non-pratiquant de la profession	Okręgowa Izba Radców Prawnych w Krakowie	Organisation professionnelle, la chambre régionale des conseillers juridiques
Membre du Conseil Consultatif (Advisory Board)	« Review of European Administrative Law »	Revue juridique

Néant

2. Fonctions, décorations ou distinctions honorifiques

Veillez indiquer les fonctions de nature honorifique ou conférées à vie, ainsi que les décorations ou distinctions qui vous ont été conférées, tant avant qu'après votre entrée en fonction.

Précisez l'intitulé des fonctions, de la décoration ou de la distinction, l'entité qui vous l'a décernée, l'année à laquelle elle vous a été remise, ainsi que, le cas échéant, toute information pertinente aux fins de prévenir tout conflit d'intérêts éventuel, ou pouvant objectivement être perçu comme tel, dans le cadre du traitement d'une affaire.

Année	Fonctions ou distinction <i>(ex. Professeur honoraire, médaille d'honneur)</i>	Nom de l'entité ayant décerné la distinction	Informations complémentaires <i>(ex. distinction récompensant un engagement en faveur de l'État de droit)</i>
2013	Prix du Concours National de la revue juridique « Państwo i Prawo » pour la meilleure thèse d'habilitation	« Państwo i Prawo » Revue juridique	
2012	Prix du Ministre pour les réalisations dans la recherche académique	Ministre de la Science et de l'Enseignement supérieur (Pologne)	
2011	Prix du Chancelier de l'Uniwersytet Jagielloński	Chancelier de l'Uniwersytet Jagielloński	

	pour un travail académique exceptionnel		
2009	Prix du concours du journal juridique « Dziennik Gazeta Prawna » récompensant les meilleurs conseillers dans les litiges fiscaux	« Dziennik Gazeta Prawna » Journal juridique	
2003	Prix de la Fundacja Promocji Prawa Europejskiego pour le livre « Odpowiedzialność odszkodowawcza państwa w prawie Wspólnot Europejskich »	Fundacja Promocji Prawa Europejskiego (Fondation pour la promotion du droit européen)	
2002	Distinction au Concours National de la revue juridique « Państwo i Prawo » pour la meilleure thèse de doctorat	« Państwo i Prawo » Revue juridique	
2002	Prix du Premier ministre polonais pour une thèse de doctorat exceptionnelle	Premier Ministre polonais	

IV. Activité professionnelle rémunérée du conjoint ou du partenaire

Veuillez indiquer toute activité professionnelle rémunérée exercée par votre conjoint ou partenaire.

Des éléments complémentaires, communiqués à titre confidentiel au président de votre juridiction d'appartenance, vous seront demandés en annexe aux fins de prévenir tout conflit d'intérêts éventuel, ou pouvant objectivement être perçu comme tel, dans le cadre du traitement d'une affaire.

Activité professionnelle

(ex. Professeur des écoles, juriste d'entreprise, chef d'unité, avocat, conseiller scientifique)

Inspecteur d'entreprise

—

Je certifie sur l'honneur la véracité des informations fournies ci-dessus.

Date : 10 juin 2022

Signature du Membre : signé